

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'UE (SCEG) 29-31 octobre 2017, Tallinn

Informations de base

Session II: Réformes nationales, programmes d'assistance financière et d'investissement: objectifs, performance, résultat et perspectives

La relance économique dans l'Union européenne montre des signes encourageants, mais le plein potentiel reste à atteindre car les problèmes sont nombreux, allant de l'atonie du marché du travail à la faible activité d'investissement. Pour soutenir la reprise post-récession, les autorités de l'UE ont lancé des programmes spécifiques pour résoudre les problèmes les plus urgents. Les politiques économiques ont été différentes d'un État membre à l'autre, au moment où les pays faisaient face à des chocs spécifiques dans le secteur bancaire, sur le marché du travail, ou bien en termes de recettes fiscales.

Des mesures visant à stimuler la croissance en favorisant l'investissement et en rétablissant la confiance dans le système financier ont été prises dans l'UE. Les questions structurelles ont été réglées grâce à une meilleure coordination des mesures de politique économique et budgétaire. Parmi ces mesures figurent les recommandations de politique générale de la Commission européenne et leur mise en œuvre par le biais de ce que l'on appelle le [semestre européen](#), ainsi que les instruments de gouvernance, connus sous les noms de [six-pack](#), de [pacte budgétaire](#) et de [two-pack](#). En lien avec ces mesures, un [programme d'appui à la réforme structurelle](#) a été lancé afin d'achever les réformes et de fournir une assistance institutionnelle aux États membres par la coordination des politiques. Les réformes structurelles ont plusieurs dimensions, entre autres les aspects budgétaires et les réglementations du marché du travail. La croissance économique bénéficierait de la suppression de la réglementation excessive du marché du travail afin de libérer le potentiel des travailleurs européens. Le transfert transfrontalier des connaissances et des compétences est loin d'être exempt de tensions, mais parmi les plus grands défis figurent les réformes d'infrastructure numérique. L'achèvement du marché unique numérique signifierait que le marché unique européen serait numérisé pour satisfaire les besoins du 21^e siècle.

Une source importante de flexibilité provient des institutions et des instruments complémentaires au budget de l'UE, tels que la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen de développement et d'autres institutions. Les instruments financiers, tels que les garanties, les prêts et les fonds propres, peuvent parfois contribuer de manière significative à ce que l'Union européenne accomplisse davantage en ayant un effet de levier sur le budget de l'UE, en particulier en période de contraintes budgétaires.

Afin de garantir la stabilité financière, les autorités de l'UE ont réagi aux évolutions défavorables déclenchées par la crise financière de 2007-2008 en fournissant un soutien aux États membres. [Huit](#) États membres de l'UE ont bénéficié d'une assistance financière et de conseils stratégiques par le biais de divers mécanismes. L'assistance financière aux États membres est subordonnée à la mise en œuvre de politiques macroéconomiques, notamment à des réformes budgétaires et structurelles, ainsi qu'à des réformes des systèmes de surveillance. Après la crise, la réponse immédiate a consisté en des mesures

d'assistance financière, des exigences de fonds propres et des modifications du système de surveillance, tandis que l'objectif à long terme était de créer une Union bancaire. Pour remédier aux défaillances bancaires potentielles, le [Conseil de résolution unique](#) a été instauré. Le [Mécanisme européen de stabilité \(MES\)](#), une institution intergouvernementale permanente créée en 2012, et le [FESE](#), une institution temporaire, servent à aider les États qui ont besoin d'emprunter (remplaçant les arrangements antérieurs du [MESF](#)). La capacité de prêt du MES s'élève à 500 milliards d'euros. En ce qui concerne la politique monétaire, le [programme d'achats d'actifs](#) de la BCE depuis le printemps 2015 vise tant les titres du secteur public que ceux du secteur privé: les obligations émises par les pays de la zone euro et par les institutions européennes, ainsi que les obligations de la catégorie investissement libellées en euros, émises par les entreprises non bancaires de la zone euro. Les mesures monétaires doivent favoriser les investissements et la consommation dans la zone euro.

Les résultats décevants en matière de productivité dans beaucoup de régions d'Europe ont mis en évidence la nécessité de stimuler la croissance de la productivité. Les investissements publics dans nombre de régions d'Europe sont aujourd'hui à un niveau inférieur à celui d'avant-crise. Comme l'explique une [étude](#) de l'OCDE, en ciblant bien les dépenses pour les infrastructures, l'éducation, la santé, ou bien la recherche et développement, il est possible de produire des gains de production importants. En outre, une relance durable des investissements, notamment des projets dans le domaine de la protection de l'environnement et de l'efficacité énergétique, combinée avec des réformes structurelles, donne lieu à des effets de croissance positifs à court terme et à long terme. L'UE a lancé un [plan d'investissement](#) pluriannuel afin d'engager des projets d'investissement publics et privés. Le plan comprend la création du [Fonds européen pour les investissements stratégiques \(EFIS\)](#), un fonds pour les projets d'investissement stratégiques tels que les projets d'infrastructure, d'éducation et d'énergie. Il a la capacité de canaliser environ 500 milliards d'euros dans le marché unique d'ici fin 2020, l'accent étant mis sur les petites et moyennes entreprises. Selon les [estimations](#), l'activité économique européenne pourrait s'accroître de 1000 milliards d'euros d'ici à 2030, ce qui augmenterait le PIB de 5 % si le niveau général des investissements retrouve sa part du PIB d'avant-crise d'ici à 2020.

Dans le [document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE](#) de la Commission européenne, qui devrait encourager la discussion sur l'avenir de l'UE, le grand nombre d'instruments financiers et de règles qui les régissent est considéré comme un obstacle à leur utilisation efficace. Ainsi, afin d'éviter les difficultés de mise en œuvre, il est essentiel d'obtenir une cohérence entre les programmes et les instruments. En évitant les chevauchements et en simplifiant la mise en œuvre, cette proposition politique prévoit que les «mêmes règles devraient dans la mesure du possible s'appliquer à toutes les interventions d'un type donné, afin de tendre vers un corpus réglementaire unique.»

Quelques points de discussion:

- 1) Qu'est-ce qui peut être fait pour obtenir une convergence et une cohérence des mesures d'assistance financière de l'UE?
- 2) Quelles incitations pourraient assurer la mise en œuvre des réformes structurelles dans les États membres?
- 3) Le lien entre le semestre européen et le financement de l'UE devrait-il être renforcé?